



**CLAUDE D'ÉVALUATION A POSTERIORI DES PROJETS DU FONDS DES
NATIONS UNIES POUR LA DÉMOCRATIE
Contrat N°.PD:C0110/10**

RAPPORT D'ÉVALUATION



**UDF- IVC-09-291 : « Amélioration de la participation des femmes de 155 groupements
féminins » en Côte d'Ivoire**

**Date: 28 Octobre 2013
Executive summary in English**

Remerciements

Les évaluateurs souhaitent remercier Monsieur Ronald ADJA, ainsi que les animateurs et tous les membres de l'équipe de l'ONEF-CI qui ont collaboré dans l'organisation et la réalisation des activités de cette mission. Les évaluateurs expriment également leur reconnaissance envers toutes les personnes, bénéficiaires directs et indirects et intervenants, qui ont participé

Table des matières

I. EXECUTIVE SUMMARY.....1

II. RÉSUMÉ EXÉCUTIF5

III.

whom the project raised awareness participated in the 2011 municipal elections, which is a very satisfying result. As far as the women's participation in the electoral processes as candidates or voters is concerned, the results were less significant and vary between the different departments of intervention. In addition to the issue of violence which particularly affects women, women are further handicapped by illiteracy and because they need a certain level of financial autonomy in order to stand as candidates in the up-coming elections in 2015. Even though the role of the CDDCs could further be strengthened, there is no doubt that introducing them in 155 villages contributed to the effectiveness of the project. Traditional and administrative authorities were CDDC members, which shows that they subscribe to and are committed to the pursued aims.

The analysis of the **efficiency** factors shows that there was a good level of coherence between the planned budget and the actual budget for each result. Certain activities had to be adapted to the post-election crisis of 2010, without affecting the efficient execution of the project. ONEF put in place a coordination team responsible for the financial and strategic management. The field workers played an essential role, as they ensured close monitoring of the beneficiary groups, which clearly contributed to the efficiency of the initiatives. They were locally integrated, spoke the local language and served as intermediaries between the population, the authorities and the media.

As for the **impact**, the most significant effect obtained by the project was the election of a woman to the position of mayor of her village. Another woman was named as second head of her village, which had been completely inconceivable before.

Furthermore, the project contributed to:

- convincing women that free participation in elections was their right and had advantages. Before, women were obligated to vote for the same candidate as their husbands, whereas now they have the right to choose the candidate they want and their husbands have to respect their freedom of choice;
- in several villages, women are participating as equals in meetings and decision-making;

(iii) Conclusions

On the basis of observations and responses to the evaluation questions, the evaluators came to the following conclusions:

II. Résumé Exécutif

Quant au niveau d'**efficacité** atteint par le projet, les résultats sont très satisfaisants en ce qui concerne la prise de conscience des droits civils et politiques par les femmes rurales qui sont fortement motivées et mobilisées au niveau des villages. Elles participent et animent les émissions radiophoniques diffusées sur les radios locales. Environ 80% des femmes sensibilisées durant le projet ont participé aux élections municipales de 2011, ce qui est un résultat très satisfaisant. En ce qui concerne la participation des femmes aux processus électoraux comme candidates ou électrices, les résultats ont été moins importants et différent selon les départements d'intervention. Aux problèmes de violence qui ont particulièrement touchés les femmes, s'ajoute le handicap de l'analphabétisme et la question de l'autonomie financière, nécessaire pour pouvoir se présenter comme candidates aux élections de 2015. Même si le rôle des CDDC pourrait être renforcé, leur installation dans 155 villages a sans aucun doute contribué à l'efficacité du projet. Les autorités coutumières et administratives locales en font partie, faisant preuve de leur adhésion et de leur engagement avec les objectifs poursuivis.

L'analyse des facteurs d'**efficience** permet d'apprécier une très bonne cohérence entre le budget prévu et réalisé pour chaque résultat. Certaines activités ont dû être réadaptées suite à la crise postélectorale de 2010, sans pour autant affecter l'exécution efficiente du projet.

L tism

des CDDC, et les jeunes. Egalement, l'ONEF devrait mieux se concerter avec d'autres acteurs/initiatives similaires présentes dans la zone d'intervention du projet.

Finalement, il est à noter

Réorganiser le CDDC

III. Introduction et contexte du projet

(i) Objectifs du projet et

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation du projet «*Amélioration de la participation des femmes de 155 groupements féminins*» exécuté par l'Organisation Nationale pour la Femme, l'Enfant et la Famille (ONEF), organisation non-gouvernementale (ONG) établie en Côte d'Ivoire. La mise en œuvre du projet s'est étendue du 1^{er} décembre 2010 au 30 décembre 2012¹, dans la zone Ouest de la Côte d'Ivoire. Le montant de la subvention accordée par le Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (FNUD) s'élève à US\$ 225,000, dont un montant d'US\$ 22,500 a été retenu pour le suivi et l'évaluation du projet.

L'objectif général du projet est d'accroître le nombre de femmes rurales prenant part au processus démocratique, en particulier à la prise de décision par leur participation effective au processus électoral. Pour ce faire, le projet se proposait (1) d'amener les femmes rurales à prendre conscience de leurs droits civils et politiques ; et (2) d'accroître le nombre de femmes rurales informées qui peuvent participer aux processus électoraux comme candidates ou électrices. Les composantes essentielles concernent : (i) la prise de contact avec les Autorités administratives et politiques et les associations (jeunes, femmes) des localités concernées ; (ii) la réalisation d'un diagnostic communautaire ; (iii) l'organisation de séances de sensibilisation publiques dans chaque localité ; (iv) l'identification et la formation de 775 éducatrices paires ; (v) la mise en place de comités villageois 'droits, démocratie et citoyenneté'(CDDC); (vi) la production de matériaux de sensibilisation et la réalisation d'émissions radio.

Le projet intervient dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire dans les départements de Duékoué, Guiglo, Man, Danané et le Toulepleu. Le groupe bénéficiaire direct est constitué de 6000 femmes membres de 155 groupements féminins de ces départements et plus généralement des communautés villageoises de 155 villages concernés.

La mission d'évaluation s'inscrit dans le cadre des évaluations a posteriori des projets financés par le Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (FNUD) et a pour objectif «

une meilleure connaissance des éléments constituant un projet réussi. En contrepartie, cela aidera le FNUD à élaborer ses stratégies futures

si les résultats attendus ont été atteints ».

(ii)

L'équipe d'évaluation était composée d'un expert international, chef de mission, et d'un expert national ivoirien, engagés selon le contrat cadre signé entre le FNUD et Transtec. La méthodologie d'évaluation est présentée dans le Manuel Opérationnel régissant ce contrat et accompagnée des précisions spécifiques de la Note de Démarrage. Selon les dispositions établies, les documents relatifs au projet ont été transmis aux évaluateurs en juillet 2012 (voir Annexe 2). Sur la base de la lecture et de l'analyse des documents, l'équipe d'évaluateurs a préparé la Note de Démarrage (UDF-IVC-09-291) précisant la démarche méthodologique ainsi que les techniques et instruments d'analyse utilisés durant la mission d'évaluation. Celle-ci s'est déroulée à Abidjan, et dans la région de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (à 600 km d'Abidjan), du 2 au 6 septembre 2013. Les évaluateurs ont eu l'occasion

¹ Le Document du Projet a été signé par UNDEF le 22.10.2010

1888 et 1889 sur les femmes, la paix et la sécurité, l'existence de mécanismes institutionnels pour agir et faire participer la société civile (Coordination des Femmes pour les élections et la Reconstruction Post-crise (COFEMCI/ REPC) en 2007), etc. Il faut relever ici la Déclaration Solennelle du Président de la République ivoirienne sur l'Égalité des chances, l'Équité et le Genre du 21 février 2007 dans laquelle il s'engageait à amener les institutions publiques et privées vers la parité, notamment par l'application d'un quota d'au moins 30% de femmes dans la gestion des affaires publiques et politiques, y compris lors des élections.

IV. Stratégie du projet

(i) Approche et stratégie du projet

La stratégie du projet vise l'amélioration de la participation des femmes rurales de 155 groupements féminins aux processus démocratiques, promouvant plus particulièrement leur participation effective au processus électoral. Le projet a capitalisé les relations précédemment établies dans la région de l'Ouest du pays, entre l'ONEF, les 155 groupements féminins bénéficiaires et les autorités locales.

L'axe primordial du projet concernait la sensibilisation et promotion des droits des femmes, priorisant une approche méthodologique inclusive et participative. Toutes les activités ont été réalisées avec la participation active des femmes, ainsi que des communautés et autorités villageoises des 155 villages concernés.

La stratégie retenue pour l'exécution du projet a été conçue à partir de l'articulation de plusieurs composantes, centrées sur la promotion de : (i) la prise de contact avec les autorités coutumières, administratives et politiques et les associations de jeunes et de femmes des localités concernées afin d'assurer leur adhésion et implication dans le projet ; (ii) la réalisation d'un diagnostic communautaire participatif sur la participation des femmes aux processus électoraux et leur implication dans le processus démocratique

Elaboration d'une étude diagnostic;

Séances d'information aux autorités administratives et politiques des cinq Départements ;

Cinq séances de formation pour 834 éducatrices paires ;

Séances de sensibilisation des masses (123 séances en 22 villages)

6000 femmes rurales sensibilisées aux droits politiques et civils et aux bénéfices de la participation et

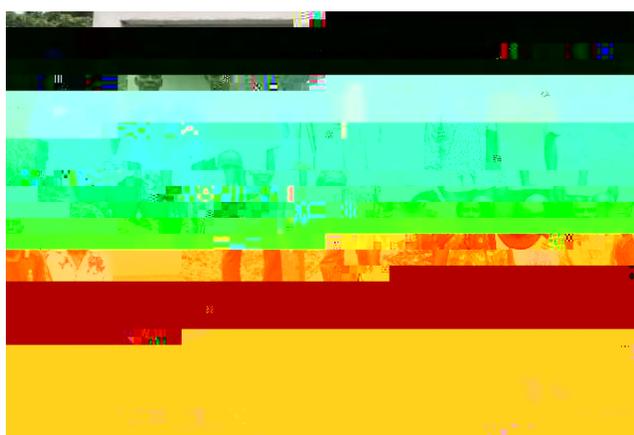
V. Questions d'évaluation et réponses trouvées

Les questions essentielles qui ont fait l'objet de l'évaluation portent sur les critères-clés d'évaluation établis par la Comité d'Aide au Développement (CAD)³ de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, l'impact et la durabilité. Un point supplémentaire est ici consacré à la valeur ajoutée du FNUD. Les questions d'évaluation et sous-questions sont détaillées dans l'Annexe 1.

(i) *Pertinence*

Le projet s'avère très pertinent compte tenu du contexte de l'après crise postélectorale ainsi que du report des élections municipales, initialement prévues en 2011 et décalées en raison de l'absence de l'opposition. L'objectif du projet de promouvoir la participation des femmes aux processus électoraux répond à un besoin réel des groupes bénéficiaires représentant une proportion remarquable de la population votante. Les femmes rencontrées dans le cadre de la mission ont fortement valorisé la contribution du projet, l'opportunité offerte de connaître leurs droits et la haute pertinence des thèmes abordés.

Par rapport au choix des zones d'interventions, l'ONEF a choisi la région de l'Ouest du pays. Cette région est la zone qui a été la plus touchée par la guerre et dans laquelle les femmes ont été particulièrement sujettes à des violences de genre telles que l'excision



Membres du Comité Droits Démocratie et Citoyenneté du village de Zébly, à Guiglo

séances d'information et de sensibilisation des femmes ont permis un éveil véritable. Ainsi,

19,6% poids financier réalisé 20,1% ; Services contractuels qui comprennent les honoraires des consultants et la collation pour 775 femmes éducatrices paires, poids prévu 31,7% poids réalisé 31, 61%. Cette rubrique représente le poids le plus important des activités. Pour les "Réunions et formation", prévu 4,4% poids réalisé 4,9% comme pour les autres activités telles que l'équipement, la Communication/Plaidoyer restent dans des proportions raisonnables des dépenses effectuées.

Tableau n°1 - Poids financier des activités réalisées

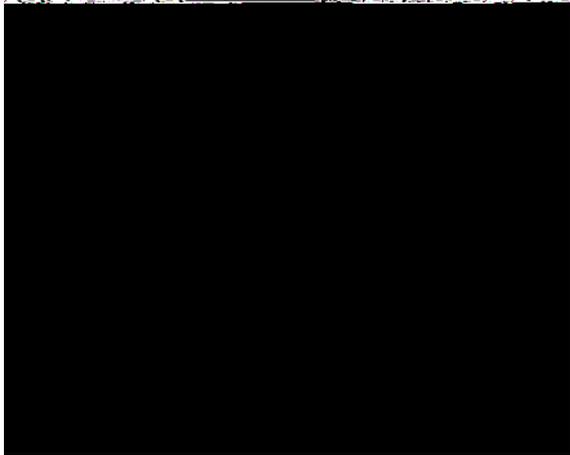
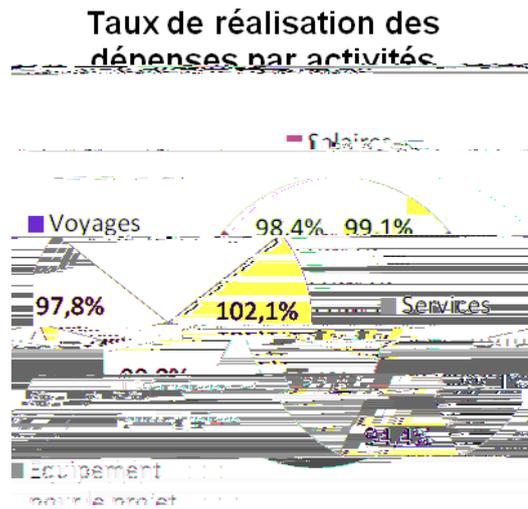


Tableau n° 2 - Taux de réalisation des dépenses par activités



Budget prévu : \$ 202 500 ; Dépenses effectuées

prendre en considération. Les femmes rurales rencontrées dans le cadre de la mission d'évaluation s'éveillent effectivement à l'idée de leur propre candidature aux élections locales et sont conscientes de leur pouvoir d'influencer le choix des candidats.

Toutefois, il faut tenir compte des pesanteurs socioculturelles encore très présentes. 155 villages touchés, c'est encore faible. Un village acquis à la cause ne fait pas forcément des émules dans son voisinage. Il faut viser dans la suite du projet, un seuil critique de communautés ou de villages capables de faire basculer progressivement la région et le pays. L'expérience réalisée par l'ONEF à travers ce projet montre concrètement un modèle de projet pour travailler au changement des mentalités. La démarche d'appui devra inclure une dimension proposant de travailler sur le changement du comportement des hommes.

Le dispositif de gestion mis en place par l'ONEF reposait sur : un chef de projet, un assistant administratif et financier, 5 animateurs de terrain, qui sont localement insérés, comprennent la langue locale et sont en mesure de communiquer avec les populations, les autorités locales et les médias. Quoiqu'il ait énormément souffert de la crise postélectorale, ce dispositif a fonctionné tant en occupation du terrain que dans la réalisation des activités au moindre coût, avec un faible équipement (motos volées au cours de la crise). La nomination du chef de projet au poste de Directeur exécutif de l'

Danané, 04 septembre 2013. Dily Dangbeu Jacques, Chef de province, Chef de Canton, Porte-parole des chefs des 35 départements Krou et Dan.

L'honorable Dangbeu, ancien Maire de la Commune de Danané explique pourquoi il s'est engagé pour la défense et la promotion des droits de la femme, particulièrement de la femme Dan.

Une femme utilisée comme main d'œuvre, avant et pendant la colonisation
En effet, en pays Dan il n'y avait pas de considération pour la femme. Elle était soumise aux exigences des hommes. M

Cette adhésion au projet, est également observable au niveau de la chefferie

VI. Conclusions

On peut synthétiser comme suit les conclusions de l'évaluation, sur la base des constatations et réponses aux questions évaluatives présentées au chapitre précédent.

(i)

des comportements. L'expérience réalisée par l'ONEF à travers ce projet montre un modèle de projet concret pour travailler au changement des mentalités. Le projet a réussi à créer un environnement favorable à la reconnaissance et à la participation des femmes dans un contexte marqué par l'instabilité, les conflits et la violence. La présence des animateurs issus des communautés concernées est un facteur déterminant dans ce processus de construction des liens de confiance. Même si la démarche stratégique future devra inclure

en vue de construire un environnement favorable à la promotion intégrale et une culture de droits et de respect de la femme.

(v) L'intégration de la composante de masculinité dans la vision stratégique. Le projet montre certaines faiblesses en ce qui concerne l'intégration pragmatique de l'équité de genre. L'accent a été mis principalement sur la sensibilisation et la formation des femmes, ce qui est un élément essentiel, mais l'inclusion des hommes en tant que bénéficiaires pourrait améliorer significativement l'efficacité et la pertinence de l'action. Il est regrettable que le projet n'ait pas organisé des initiatives de sensibilisation spécifiquement destinées à la prise de conscience par les hommes de la condition de la femme comme sujet de droits et d'équité. Cet aspect constitue un défi pour les futures initiatives développées par l'ONEF. La sensibilisation auprès des hommes et leur implication dans la défense de la cause des femmes sont des impacts non négligeables à conquérir si on veut assurer l'appropriation de l'équité de genre à la base.

(vi)

et propositions présentées par les femmes pourraient s'inscrire dans un plan d'interlocution avec les élus locaux, ce qui pourrait les motiver à s'engager davantage dans la construction d'un cadre de participation démocratique favorable à l'exercice des droits et au développement local (en relation avec la conclusion iv).

(iii)

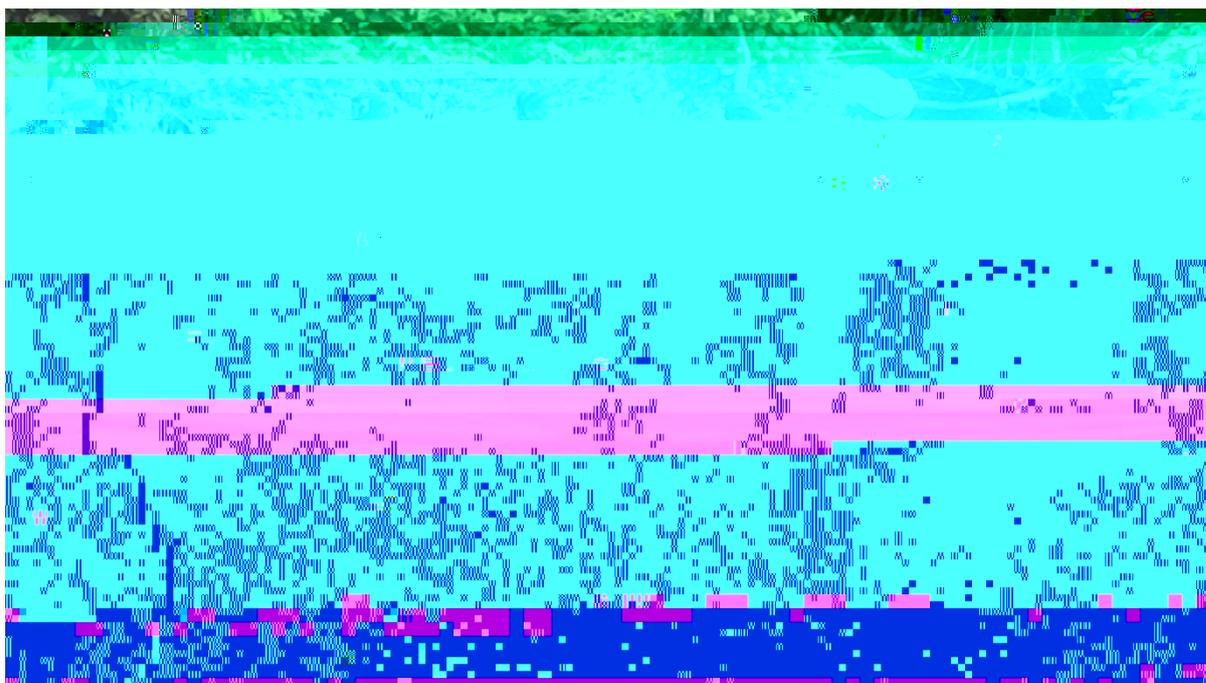
sensibilisation et la formation. Il s'agirait de réfléchir à une approche pédagogique plus affinée et cohérente avec ce type de projets dont l'objectif est ciblé sur des changements qualitatifs des comportements. Il faudrait notamment développer l'aspect pédagogique dans les initiatives de formation, identifiant clairement les composantes essentielles pour permettre aux éducatrices paires et aux CDDC, de s'approprier des capacités spécifiques pour exercer avec efficacité leur fonction (en relation avec la conclusion iii).

(iv)

evrait renforcer son approche stratégique de promotion des droits des femmes. Les hommes devraient constituer un groupe-cible prioritaire dans la construction de la parité et le respect des droits des femmes. Les activités de sensibilisation et de formation pourraient ainsi contribuer de manière plus efficace à la transformation des rapports de domination et de relation non égalitaires liés au genre, ainsi qu'à la déconstruction des stéréotypes et schémas culturels discriminatoires (en relation avec la conclusion iv).

(v)

visant un travail de sensibilisation auprès des jeunes. Etant donné les situations de vulnérabilité des droits humains dans les zones d'intervention du projet, les jeunes, filles et garçons, devraient constituer un des groupes bénéficiaires prioritaires. Des formations pratiques devraient permettre de favoriser la construction et appropriation de modèles culturels de respect, d'égalité et de complémentarité entre les sexes et pas de domination ou soumission (en relation avec la conclusion v).



Village de Dongouiné - Les femmes demandent la réparation du pont pour pouvoir se déplacer vers les villages voisins.

Annexe 2 : Documentation analysée

Documents de programmation et de gestion du projet :

Document de Formulation du projet⁶ ;
Rapports narratifs intermédiaires et final ;
Commentaires d'UNDEF sur l'implémentation du projet ;
Milestone verification Mission Report, Diarra Salimata, 11/08/2011;
Milestone verification Mission Report, Agnimel Landry, 23/01/2012 ;
Rapport Diagnostic;
Rapports internes du projet (missions de formation, d'information, de suivi, etc.)
Le site web de l'ONEF: <http://www.erails.net>

Matériaux de support et documents élaborés dans le cadre du projet :

Guitté Hartog et Marguerite Lavallée, Les images et les mots pour le dire... : des manifestations populaires de la rancœur féminine dans l'œuvre de Frida Kahlo et les chansons de Paquita la del Barrio, Revue : Recherches féministes, Volume 18, numéro 2, 2005, p. 39-56, URI : <http://id.erudit.org/iderudit/012417ar>, DOI : 10.7202/012417ar
Hamitraoré, Le couteau brûlant, Collection Tropiques, Frat Mat Editions, Abidjan, 2012 ;
Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfant et des Affaires Sociales, Document de la Stratégie Nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, draft, 2009
Rapport Genre et Crise, 2007
République de Côte d'Ivoire, Déclaration Solennelle de la Côte d'Ivoire sur l'Egalité des Chances, l'Equité et le Genre, 2007.
République de Côte d'Ivoire, Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, 2009.
YAO Kouamé Yves Roland et ADJA Owo Roland Désiré, Les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits des femmes, ONEF et ONU Femmes, Abidjan, 2013.

⁶ Document du projet, signé le 10/10/2010

Annexe 3 : Personnes interviewées

Dimanche 1 Septembre 2013	
Arrivée de l'experte internationale	
Lundi 2 Septembre 2013	
Réunion de coordination de l'équipe d'experts	Mme Luisa Maria AGUILAR M. Jean-Paul TUHO ABISSI
Réunion avec l'équipe de travail de l'ONEF	
M. Roland ADJA	Directeur Exécutif' de l'ONEF ; Chef du projet
M. Clément Kouadio KOUAHE	Consultant responsable de l'étude diagnostic
Mme. Haminata TRAORE	Formatrice
M. Koualou J.L.SERI-ZAHIRI	Assistant administratif, comptable et financier & des ressources humaines
<i>Départ Abidjan - Arrivée Yamoussoukro</i>	
Mardi 3 Septembre 2013	

Annexe 4 : Abréviations

CAD	Centre d'Aide au Développement
CEDEF	Convention internationale sur les droits humains
CDC	Comité de Cohésion Sociale
CDL	Comité de Développement Local
CDDC	Comité Droit Démocratie Citoyenneté
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
CNLVFE	Comité National de Lutte contre les Violences faites aux femmes et aux enfants
DP	Document du projet
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EP	Éducatrices Paires
IDH	

140	MEANTAN NAMBO	MC	SAN PEDRO
141	BOIYEU SANDRINE	MC	SAN PEDRO
142	DEHOUA ERIC	MC	SAN PEDRO
143	DRO GUEU FONTAINE	MC	SAN PEDRO
144	KPAN BENJAMIN	MC	SAN PEDRO
145	KAPIEU CLEMENT	MC	SAN PEDRO
146	BAN PHILOMENE	MC	SAN PEDRO
147	GUEU ROSALIE	EP	BLEKPEALEU
148	KPAN BLANDINE	MC	SAN PEDRO
149	MEANGO MARTHE	MC	DONGOUINE
150	ZOHOU SOLANGE	MC	DONGOUINE
151	DAHO PATRICIA	MC	DONGOUINE
152	TIEU MIREILLE	MC	DONGOUINE
153	GBA THERESE	MC	DONGOUINE
154	GUEI SIMONE	MC	DONGOUINE
155	GUEI HORTENSE	MC	DONGOUINE
156	KPAN ZEHE SIMONE	MC	DONGOUINE
157	MUNKALEU FELICITE	MC	DONGOUINE
158	GUEU VIVIANE	MC	DONGOUINE
159	LEU MARIE	MC	DONGOUINE
160	TROH HELENE	MC	DONGOUINE
161	DIAN ODETTE	MC	DONGOUINE
162	ZEHE NARCISSE	MC	DONGOUINE
163	GOPON ANTOINETTE	MC	DONGOUINE

Annexe 6 : Evolution des tâches féminines et des contraintes sociales et culturelles

Les interviews ont permis de dégager avec les femmes les évolutions qui on